



ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE

L'UT

ÉDITO

Une CGT force de propositions pour construire le jour d'après !



Denis SCHNABEL
Secrétaire du CRGE

La crise sanitaire sans précédent que nous venons de traverser marquera à jamais notre civilisation.

D'une part, par le nombre de décès important, et d'autre part, par la prise de conscience que les doctrines économiques et sociales actuelles ne sont pas adaptées.

Si comme en 2008, notre système de protection sociale a permis de mieux amortir la crise pour les plus fragiles d'entre nous, il n'a surtout pas gommé les inégalités sociales exacerbées par le confinement et l'augmentation du chômage.

Dans le contexte, nous n'avons pas oublié les discours de Macron et même du Président de la région Grand-Est sur le « plus jamais ça ». Nous les avons même entendus parler de retrouver notre souveraineté économique et de relocaliser des productions de première nécessité.

Notre Comité Régional, avec les dix Unions Départementales du Grand-Est a dès lors interpellé Rottner pour lui faire part que la CGT est porteuse de propositions concrètes pour maintenir et conforter notre tissu industriel et qu'il fallait passer des belles paroles aux actes.

La réponse ne s'est pas fait attendre, car le Conseil Régional a mis en place deux initiatives un « Business Act » et une « Conférence Sociale ». Nous ne sommes évidemment pas dupes concernant les enjeux politiques du moment pour J. Rottner qui veut ainsi assurer son élection prochaine à la tête de la région Grand-Est.

Néanmoins, et dans un premier temps, la CGT s'est donc donnée l'objectif d'être force de propositions et d'analyses, tout en gardant sa liberté de parole et d'action pour ne pas se laisser enfermer.

Concernant le Business Act, nous avons donc porté nos revendications régionales sur l'industrie en remettant nos propositions sous la forme d'un document de vingt pages.

A cette heure, nous travaillons à une analyse des synthèses des groupes de travail qui est sensée être porteuse de propositions d'avenir. In fine, cela sera communiqué largement.

Pour ce qui est de la Conférence Sociale, organisée par la Préfète de Région, nous avons été en capacité de faire une déclaration commune à sept organisations, en portant plusieurs propositions.

La première est la révision du Plan Régional de Santé, version 2.

La deuxième est la mise en place d'un plan régional « **Former plutôt que de licencier** ».

et **la troisième** s'appuie sur la nécessité d'avoir des droits syndicaux nouveaux, particulièrement dans la situation de crise économique.

Au-delà de ces trois propositions, la CGT a abordé cette Conférence Sociale en portant aussi d'autres exigences, notamment, celles de refuser tous licenciements économiques, la nécessité d'un chômage partiel à 100%, la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle avec la continuité du contrat de travail, une sécurité sociale basée sur un remboursement à 100% des frais de soin de santé pour les assurés, la mise en place des 32h.

Là aussi, nous avons déposé un document de neuf pages établissant nos propositions.

Concernant ces deux initiatives, la CGT va clairement rester dans son rôle d'être une organisation qui allie, Force de Propositions, Mobilisations, Contestations et Négociations.

A NOUS DONC, DE PRÉPARER DÈS MAINTENANT LES MOBILISATIONS À VENIR POUR QUE LA CONSTRUCTION DU JOUR D'APRÈS REMETTE L'HOMME ET LA PLANÈTE AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS.

SOMMAIRE

PAGE 1 : ÉDITO par Denis SCHNABEL

PAGE 2 : AERONAUTIQUE par Jean-Pierre LANGLET

PAGE 3 : EHPAD «LE COUARÔGE» DE CORNIMONT par Joëlle GONCALVES

PAGE 4 : FIN DE LA GRÈVE À LA BOULANGERIE DE L'EUROPE À REIMS par Béatrice LE PERRUN

AÉRONAUTIQUE



Jean-Pierre LANGLET
Secrétaire du CRGE

La région Grand Est compte plus de 200 entreprises et environ 11 000 salariés dans l'aéronautique, répartis sur l'ensemble des départements.

Une quinzaine de militant-es des sites concernés et d'UD se sont réunis avec le syndicat d'Airbus pour faire le point.

C'est un secteur qui a progressé depuis des décennies et qui se porte bien. Les profits ont explosé.

Le patronat projette une baisse mondiale de 5 000 avions à produire sur les cinq années à venir. Avant la crise, les carnets de commandes d'Airbus et Boeing étaient pleins avec des projections de production de 40 000 avions sur vingt ans.

Même si on baisse les cadences pendant deux ans et qu'on passe à 35 000, cela ne justifie en rien une baisse drastique des emplois.

Pour Airbus, c'est un carnet de commande de 7 000 avions. Il y a du travail et il y a des moyens de passer le trou d'air en formant les gens, en attribuant des aides à la recherche et développement destinées aux bureaux d'études des PME et ETI ...

On nous présente les choses d'une certaine manière et d'aucuns ont peut être intérêt à noircir le tableau.

D'ATS à Sézanne à Safran à Molsheim, en passant par Gantois, on assiste au chantage à l'emploi.

La CGT, lors de la conférence sociale Grand Est a réaffirmé sa revendication de sécurité sociale professionnelle, et son refus de tout licenciement.

Les 15 milliards annoncés par le Président de la République doivent servir à maintenir et développer l'emploi.

La CGT exige en effet que les fonds destinés à l'aéronautique soient contrôlés par Bpifrance (BPI), banque publique d'investissement vouée au financement et au développement des entreprises, et les représentants des salariés.

Elle demande par ailleurs que l'attribution d'aides aux grands groupes soit conditionnée à des garanties en matière d'investissements et d'emplois sur le territoire.

Particulièrement sensible à la situation des sous-traitants, des PME en Grand Est, la CGT est disponible pour prendre part à des tables rondes avec les pouvoirs publics et le patronat dans les bassins d'emplois.

C'est dans ce sens que le Comité Régional va demander un rendez-vous au Président ROTTNER sur ce dossier.



ARTICLE DE JOËLLE GONCALVES

SECRÉTAIRE DU SYNDICAT DE L'EHPAD «LE COUARÔGE» DE CORNIMONT (88)



Comme vous avez pu l'entendre dans les médias, l'EHPAD «Le Couarôge» de Cornimont a été fortement touché par la pandémie du COVID 19.

En effet, nous sommes un des premiers établissements à avoir subi ce fléau et avoir été confronté à l'accompagnement de nos résidents dans des circonstances difficiles à gérer face à l'inconnue de ce virus.

De plus, l'établissement a dû s'organiser et réagir pour trouver du matériel de protection, du personnel et obtenir des aides extérieures afin de travailler dans des conditions plus acceptables.

Au départ de la crise, il s'agissait pour nous de symptômes grippaux ... qui se sont rapidement avérés plus inquiétants que d'ordinaire. Des mesures de protections importantes se sont mises en place dont la fermeture de l'établissement aux personnes extérieures, et les mesures barrières connues de tous.

Mais rapidement, la santé de nos aînés s'est dégradée, la plupart d'entre eux ont dû être mis sous oxygène avec une surveillance accrue, d'autres ont dû être hospitalisés ... Malgré nos bons soins, nous avons dû faire face à la perte de certains de nos résidents, cela a provoqué le désarroi et l'impuissance du personnel.

En parallèle, il a fallu gérer et remplacer les collègues touchées également par le virus, tout en essayant de maintenir la continuité des soins, le psychologique a été mis à rude épreuve.

Grâce à notre direction et au professionnalisme de l'ensemble du personnel, nous avons obtenus de l'aide de la protection civile, d'étudiants infirmiers, de personnels soignants venant d'autres établissements, mais également de dons de matériels.

A ce jour, l'établissement se relève peu à peu de cette crise sanitaire sans précédent qui a bouleversé les résidents, les familles et le personnel.

C'est pourquoi, aujourd'hui, nous sommes tous là, réunis, pour exprimer notre colère face au désarroi des établissements de santé !!

Cette crise nous a montré que notre système de prise en soin est fragile et défaillant.

Nous avons à coeur de soigner nos pairs, c'est pourquoi nous réclamons une augmentation des effectifs dans les EHPAD et hôpitaux, ce qui nous permettrait de faire sereinement notre travail, ainsi qu'une revalorisation significative de tous les grades.

FIN DE LA GRÈVE À LA BOULANGERIE DE L'EUROPE À REIMS

Hier, en toute fin de journée, après une âpre lutte, jamais vue dans l'entreprise depuis 1975, la CGT et les salariés de la Boulangerie de l'Europe à Reims, ont voté à la majorité pour la reprise du travail au bout de 10 jours de grève.

La grève avait été déclenchée suite à la colère des salariés ayant découvert que la direction leur avait sciemment caché un cas de Covid 19 dans l'entreprise. Afin de ne pas enrayer l'activité de l'entreprise pendant le confinement.

Pour les salariés, c'était la goutte qui a fait déborder le vase.

En effet, depuis des années, ils subissent la désorganisation du travail dans tous les services due aux larges incompétences techniques et managériales des promotions de ces dernières années, les attaques en règle de leurs accords d'entreprise, le non-respect des prérogatives du CSE, etc...

Et que dire du mépris totale de leur directeur de site et de ses sous-fifres, qui ne saluent même pas les salariés qui partent en retraite après parfois plus de trente années de dur labeur, pire, qui les postent de nuit le dernier jour de leur longue carrière, supprimant ainsi l'opportunité pour leurs collègues de leur rendre hommage.

La lutte a été rude mais jamais les salariés n'ont rien lâché, 90 % d'entre eux ont soutenu le mouvement, réussissant par leur courage et leur détermination à emmener en grève avec eux les salariés du site de Folschviller en Moselle et celui de Maubeuge dans le Nord.

Chaque jour, la solidarité s'est organisée autour d'eux : soutien syndical, logistique, financier et moral des structures départementales, locales, des syndicats, des militants, des anonymes (qui ont apporté canapés, gâteaux...).

Rien n'a manqué, pas même la réponse favorable de Monsieur Arnaud ROBINET, Maire de Reims, à une rencontre avec la CGT pour évoquer la situation.

C'est donc la tête haute qu'ils ont repris le travail ce matin, après avoir obtenu une prime pour l'ensemble des salariés, la révision des critères d'éligibilité à une prime existante, un plan de révision des conditions de travail, une prime liée à l'activité de l'entreprise pendant le confinement.

TOUS ENSEMBLE, ON GAGNE !

Pour l'UD Marne,
Béatrice LE PERRUN,

